

Bulletin d'histoire politique

Léon Dion, La Révolution déroutée 1960-1976, Montréal, Boréal, 1998

Jacques Jourdain



Volume 7, numéro 2, hiver 1999

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1060339ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1060339ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique
Comeau & Nadeau Éditeurs

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Jourdain, J. (1999). Compte rendu de [Léon Dion, La Révolution déroutée 1960-1976, Montréal, Boréal, 1998]. *Bulletin d'histoire politique*, 7(2), 175-178.
<https://doi.org/10.7202/1060339ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1999

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

10. *Les Pamphlets de Valdombre*, février 1939, p. 102-104.
11. M. Dugas, *Littérature canadienne*, Paris, Firmin-Didot, 1929, p. 128.
12. R. Roquebrune, *Cherchant mes souvenirs*, Montréal, Fides, 1968, p. 102.
13. Avec un nouvel index, cependant, pour le moins sibyllin, où on ne retrouve qu'une partie des «noms cités», et, contrairement à celui de 1918, où on omet nombre d'auteurs.

**Léon Dion, *La Révolution déroutée 1960-1976*,
Montréal, Boréal, 1998.**

Les dernières réflexions de Léon Dion traitent de la Révolution tranquille. Il en était à peaufiner son manuscrit lorsqu'il s'est noyé. Ce livre a été terminé par son épouse Denyse Dion. L'indulgence est donc de mise lorsque nous constatons les quelques anachronismes qui se sont glissés lors du traitement final de son *testament politique*.

Léon Dion affirme que la Révolution ne fut pas aussi tranquille qu'on le dit. «Son cours fut agité, dérouté peut-être dans son principe même» (p. 13). L'analyse qu'il en fait lui permet d'affirmer que c'est sous l'égide d'une nouvelle classe moyenne que la modernisation politique du Québec entraîna l'étiollement des solidarités communautaires au profit de solidarité sociétales construites autour d'un État en développement.

La Révolution tranquille était porteuse d'effets pervers imprévus. D'abord, il souligne sans ambages que les dirigeants politiques et patronaux des années 1960 ont renforcé le capitalisme. Après la mort de Duplessis, «les contestataires des années 1950, les intellectuels, les syndicalistes et les artistes occupèrent les postes laissés vacants» (p. 49). Il mentionne avec raison que les nombreuses réformes ont favorisé l'éveil du conservatisme de citoyens dépassés par la rapidité des changements. D'où la percée électorale des créditistes lors des scrutins provinciaux et fédéraux. Puis Dion précise qu'après son épuisement politique vers 1964-1965, la Révolution tranquille a retrouvé son impulsion dans la contestation. La contestation, insiste-t-il, remplit des fonctions nécessaires au maintien des régimes politiques, quels qu'ils soient, puisqu'elle favorise l'intégration sociale des opposants. La nature de la Révolution tranquille se retrouve tant dans les réalisations politiques que dans la mouvance de la société civile, poursuit-il.

Dion pose toutefois un regard sans complaisance sur les divers groupes de contestation. Ainsi, les succès électoraux du Crédit social reposent-ils sur

l'insatisfaction des francophones face aux politiques fédérales et à la modernisation précipitée du Québec. Le populisme qui se dégage du Crédit social illustre la diversité d'impulsions qui agitent le Québec, poursuit-il.

Quant à la Fédération de la Société Saint-Jean-Baptiste, il s'agit d'une oligarchie conservatrice qui contrôle les moyens d'actions et qui agit sans demander l'opinion formelle de ses membres. En 1962, la Fédération réclame la tenue des États généraux de la nation mais condamne les résolutions du Rapport Parent. Les États généraux, qui ont lieu en 1967, éclatent finalement en raison de fortes dissensions internes nourries par la recherche de notoriété de certaines têtes d'affiches. Les rivalités présentes au sein des États généraux se perpétuent au sein de la Fédération qui devient le Mouvement national du Québec en 1972.

Le programme du RIN «compte parmi les plus vigoureux élans de la Révolution tranquille» poursuit Dion. Plusieurs des revendications du RIN ont été mises en œuvre par les gouvernements du Québec dans le régime fédéral, précise-t-il. Le français est maintenant la langue officielle du Québec; un ministère de l'Éducation a été créé en 1964; le Québec s'est donné des outils de planification économique; l'égalité juridique entre hommes et femmes a été réalisée; la législation ouvrière apparaît maintenant dans un Code du travail; les partis politiques doivent rendre public l'état de leurs finances, etc. Le RIN, poursuit Dion, n'a toutefois jamais véritablement joué le rôle d'un parti politique dont les activités doivent reposer sur une unité de pensée et d'action. D'ailleurs, en proclamant faussement que le Québec était une colonie du Canada, le RIN aurait contribué à maintenir les Canadiens français dans l'état d'immobilisme politique dans lequel le régime Duplessis les avait maintenus, précise-t-il. «Les grands mouvements de société, les grandes transformations résultent d'un dosage adéquat de raison et de passion» (p. 140), soutient Léon Dion.

En ce qui a trait à la revue *Parti pris*, elle fut durant cinq ans le principal lieu de référence des intellectuels. Fondé par Piotte, Maheu, Chamberland et Major, *Parti pris* réussit à supplanter *Cité libre* auprès de l'intelligentsia, précise Dion qui affirme toutefois n'éprouver aucune nostalgie quand il se remémore l'existence de cette revue. Se référant au marxisme-léninisme et au tiers-mondiste, les rédacteurs de *Parti pris* ont contribué largement à la diffusion d'une révolution culturelle majeure au Québec. L'influence péjorative de *Parti pris*, Dion la retrouve chez les dirigeants syndicaux qui se sont égarés dans un radicalisme préjudiciable aux travailleurs. Par ailleurs, la masse de la population n'a pas adhéré aux idées marxistes, mais elle fut privée durant ces années d'une orientation politique valable. En ce qui a trait aux étudiants, la formation de plusieurs fut déroutée sous l'influence de *Parti pris* qui a convaincu nombre d'entre eux de renverser l'ordre

hiérarchique des établissements d'enseignement. Inspirés par *Parti pris*, et au nom de l'utopie libertaire de Mai 68, les étudiants se sont empressés de démanteler les principales associations étudiantes, privant ainsi l'agitation étudiante d'une véritable représentation auprès des institutions d'enseignement. Dion aurait pu préciser que le démantèlement des associations étudiantes favorisa les pratiques hégémoniques des marxistes-léninistes dans les Cégeps et à l'UQAM après la Crise d'octobre. L'ANEEQ n'a-t-elle pas été fondée par le PCCML? Malgré tout, *Parti pris* aura joué un rôle positif, soutient Dion: la revue a fait craindre le pire aux capitalistes qui acceptèrent plus facilement les réformes économiques conçues pour corriger le statut d'infériorité des francophones.

Dion devient cinglant lorsqu'il évalue l'impact du FLQ au Québec. Derrière le sensationnalisme, les nombreuses frasques des felquistes révèlent l'impuissance et l'échec du terrorisme, en plus de nourrir le conservatisme des élites et de miner la confiance de la population à l'endroit des réformes. Les felquistes dénoncent mais «ne proposent pas l'embryon d'un programme socio-économique et politique favorisant l'établissement d'un Québec indépendant et d'un socialisme adapté aux conditions du Québec qui serait propre à assurer la libération du peuple québécois de l'oppression. (...) L'examen du discours du FLQ, durant sa période militante, révèle le vide d'un projet de société» (p. 187-188).

En ce qui a trait à la Commission Royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, Dion précise d'entrée de jeu que le mandat que reçoivent les commissaires excède largement la demande initiale formulée par André Laurendeau. Ainsi, la Commission devait faire enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, faire des recommandations pour que la fédération canadienne puisse se développer selon le principe de l'égalité des deux peuples fondateurs et proposer des mesures pour préserver la diversité ethnique. Dion, qui participa aux travaux de la Commission, relate les conflits qui minaient les relations entre Frank Scott et André Laurendeau. Scott niait toute relation entre culture et politique, tandis que Laurendeau préconisait un soutien politique pour la culture française au Québec. Malgré les dissensions internes, la Commission rejaillit positivement sur le cours de la société québécoise. Dans le livre I, on recommanda que le gouvernement du Québec fasse du français la langue officielle. Le livre II, portant sur l'éducation, recommande que le gouvernement fédéral octroie aux provinces 10% du coût de l'éducation de la minorité, du primaire à l'université. «La mise en vigueur de ces résolutions par le gouvernement fédéral entraînera l'octroi à la minorité anglophone du Québec de la moitié, et même davantage, des sommes versées en conformité avec la formule proposée» (p. 213). Quant au livre III, publié en 1969, il divulgue la réalité économique des travailleurs francophones,

laquelle justifie l'engagement de l'État du Québec pour contrer leur situation peu enviable. Toutefois, les informations contenues dans le livre III ont stimulé la vague indépendantiste et le tournant socialiste au Québec, poursuit-il.

Durant les premières années de la Révolution tranquille, les syndicats étaient peu critiques à l'endroit du gouvernement Lesage, nous dit Dion. Par la suite, les relations entre les forces syndicales et gouvernementales se sont détériorées. Et ce ne fut pas en vain que les syndicats défièrent les élus du peuple. La crise syndicale qui a ébranlé les milieux hospitaliers durant les derniers mois du gouvernement Lesage conduit le gouvernement Johnson à créer la Commission d'enquête sur la santé et le bien-être social, la Commission Castonguay-Nepveu.

En conclusion, Léon Dion pose un regard critique sur la propension actuelle à vouloir démanteler l'État du Québec. «Dispose-t-on ici d'établissements privés suffisamment aguerris et intéressés pour prendre la relève d'un État qui s'éclipse? S'en remettra-t-on comme jadis au savoir-faire et aux capitaux étrangers?» (p. 269). Je conseillerais la lecture de ce livre à celles et ceux qui pensent que contester ne rime à rien. Et j'espère que les Bouchard, Charest et autres chantres du démantèlement de l'État seront assez modestes pour considérer la mise en garde de celui qui fut un grand universitaire québécois.

Jacques Jourdain

étudiant au doctorat en science politique
UQAM

Irène Demczuk et Frank W. Remiggi, *Sortir de l'ombre. Histoire des communautés lesbienne et gaie de Montréal*, Montréal, VLB Éditeur, 1998, 413 p.

Les gais et les lesbiennes du Québec ont enfin leur histoire! La parution, au printemps dernier, de *Sortir de l'ombre, histoire des communautés lesbienne et gaie de Montréal*, marque une étape importante dans la constitution et l'écriture de l'histoire des communautés homosexuelles du Québec. Irène Demczuk et Frank W. Remiggi y dirigent une équipe de collaborateurs très variée provenant tant du milieu universitaire que des groupes communautaires, dans les suites du colloque «La Ville en rose», premier dans le domaine des études gaies et lesbiennes à se tenir à Montréal (UQAM et Concordia) en novembre 1992. L'objectif (réussi) consistait à véritablement reconstruire certains pans de l'histoire des gais et des lesbiennes, histoire trop souvent ignorée, trop longtemps passée sous silence.